

Atelier : Prison et justice en Afrique

Prof. Sylvain Landry FAYE

Socio-Anthropologue, Enseignant-Chercheur

FLSH/UUCAD DAKAR-FANN SENEGAL

fayesylvain@yahoo.fr; sylvain.faye@ucad.edu.sn

Images, figures de la prison et pratiques carcérales : constructions socio-historiques dans le débat public sénégalais

Au Sénégal, la prison a été peu étudiée par les sciences sociales et est restée un domaine de prédilection de la réflexion des historiens (Thiouh, 1999). Généralement, l'analyse des conditions de vie précaires (surpopulation, meurtres, violences, problèmes sanitaires) ont occupé le débat public porté par les mouvements de droits de l'homme, mais n'ont beaucoup pas mobilisé les médias. L'institution pénitentiaire, héritage de la période coloniale, n'a pas connu d'investissements conséquents de la part des pouvoirs publics. Depuis les années 2000 (période de la première alternance politique), en particulier 2010, des personnalités politiques, responsables de la gestion des deniers publics ont été emprisonnés dans le cadre de la « traque des biens mal acquis ». La question carcérale est ainsi devenue objet de traitement médiatique.

Cette « actualité » dans l'espace public interpelle certainement la question des frontières entre prisonniers de luxe et ceux anonymes au sein de l'institution carcérale. Toutefois, ce qui nous intéresse dans ce travail, c'est **plutôt de documenter et d'analyser la manière dont les images et les figures de la prison se construisent et évoluent au Sénégal, les événements socio-politiques qui ont rendu possible ces évolutions**. Nous questionnons aussi les pratiques carcérales induites par de telles évolutions.

En utilisant une perspective micro-historique, nous souhaitons rendre compte de la manière dont les débats, les discours et les pratiques relatives à l'institution carcérale ont évolué et les « paradigmes de la prison » qui ont sous-tendu ces évolutions. Les données proviennent de la revue des journaux au cours des années avant et post alternance (coupures de presse), d'entretiens avec les journalistes, les défenseurs des droits de l'homme, les acteurs d'ONG intervenant dans ce cadre depuis plus d'une dizaine d'années.

Les résultats montrent que même si les problèmes de la prison datent de longtemps, le débat sur la question carcérale a été invisible et inaudible dans les médias. Ceux qui s'y sont intéressés ont utilisé des arguments de défense de droits de l'homme. Pourtant, en tant qu'héritage du pouvoir colonial, la prison n'a pas été pensée comme un lieu d'humanité, mais plutôt de non droit, de punition, d'anonymat (prisonniers appelés par des numéros). Cette figure particulière de la prison a rendu « illégitime » le débat sur les droits de l'homme et justifie de l'avis de certains interrogés, le peu d'intérêt accordé aux prisonniers et à leurs conditions de détention.

Cependant, les évolutions sociopolitiques récentes et leur médiatisation légitiment un nouveau type de regard, de discours sur la prison et de pratiques carcérales. L'emprisonnement des « stars » de la politique a conduit les médias à s'approprier largement le débat autour de la prison, en amplifiant le discours des droits de l'homme et en contribuant à une meilleure visibilité de cette question. En début mars 2014, tous les organes de presse se sont fait l'écho du rapport d'État américain (qui est pourtant réalisé chaque année) qui a consacré un passage important aux mauvaises conditions de détention à la prison de Rebeuss, aux problèmes des longues détentions préventives, à la mort de 50 détenus durant l'année 2013. L'évocation de Rebeuss est symbolique et loin d'être anecdotique. La légitimité d'un tel discours se construit dans un contexte d'exposition médiatique nationale et internationale de la prison, rendue possible par le séjour de certains prisonniers de luxe comme Karim Wade (fils de l'ancien Président de la République Wade). L'ampleur de ce discours a trouvé un écho favorable du côté des pouvoirs publics qui ont engagé une réforme de la prison (amélioration des conditions de détention, construction d'une nouvelle prison à Sébikotane, augmentation du budget quotidien d'un prisonnier de 20 %, affectation de travailleurs sociaux dans toutes les prisons). Cette légitimité a conduit à un décloisonnement permettant de ne plus appréhender la prison comme un lieu fermé. En faisant une ethnographie des formes concrètes de la vie ordinaire en prison, on y découvre des interactions et transactions entre détenus et pénitentiaires (faveurs de certains détenus, possession de téléphones portables) qui donnent de cette institution l'image d'un lieu de reproduction des frontières et inégalités sociales.